

L'addition de la défaite aux européennes se paie au niveau national

- En Allemagne et en Grèce, les partis perdants aux européennes fragilisent le gouvernement.
- En France, c'est l'opposition de droite qui est K.-O. debout.
- Les Républicains doivent trouver un nouveau patron après la démission de Laurent Wauquiez.

Laurent Wauquiez démissionne et LR cherche une issue à la crise

Benjamin Masse
Correspondant à Paris

C'est une démission qui était relativement attendue. Ce dimanche soir, Laurent Wauquiez a annoncé son départ de la tête des Républicains (LR), après la débâcle des élections européennes (8,48 %). *“Pour le dire assez simplement : les victoires sont collectives, et les échecs sont solitaires. C'est comme ça, il faut que je prenne mes responsabilités”,* a-t-il reconnu sur le plateau du 20 h de TF1. Et de conclure : *“J'ai décidé de prendre du recul et [...] je me retire de ma fonction de président des Républicains.”*

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les caciques du parti ne se sont pas pressés pour le retenir. *“En réalité, la décision est un peu un soulagement pour tout le monde, mais c'est mieux si cela vient de lui”,* explique un cadre de LR.

En réalité, Laurent Wauquiez n'est jamais parvenu à démontrer qu'il avait les épaules pour le costume, porté avant lui avec succès par Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy. Enfant prodige et précoce de la droite, devenu patron du parti à seulement 42 ans, Wauquiez s'est révélé un piètre dirigeant, autoritaire et cassant, replié sur un petit nombre de proches. *“Au sein du parti, en réalité, on prépare déjà la présidentielle, analyse le politologue Roland Cayrol. Dans ce cadre, chacun avait perçu que Wauquiez ne faisait pas l'affaire. Le résultat des européennes est presque le bienvenu, dans la mesure où il accélère la transition.”*

Pour autant, tout reste à faire pour LR, qui doit désormais reconstruire sur un champ de ruines. Certes, ils peuvent se dire que la déroute historique des européennes est liée à une conjonction particu-

lière d'événements. *“Il y a eu un réflexe de vote utile très fort, qui a bénéficié aux deux partis qui faisaient la course en tête, LREM et le Rassemblement national (RN), poursuit Roland Cayrol. Les anti-Macron ont voté pour le RN, et inversement ceux qui ne supportent pas Marine Le Pen sont allés voter pour le parti majoritaire, quand bien même ils seraient dubitatifs vis-à-vis de la politique menée par le président.”*

Rebâtir sur les décombres

Une dynamique encore accentuée par le caractère spécifique des élections européennes – un scrutin proportionnel à un seul tour. Les Républi-

cains peuvent donc espérer faire mieux lors du scrutin municipal de mars 2020, d'autant plus qu'ils bénéficient d'une solide implantation territoriale. Seul problème : Emmanuel Macron a décidé de profiter de la crise existentielle de LR pour tenter d'achever le parti, avant qu'il n'ait le temps d'aboutir dans son travail de recomposition. Pour cela, il a envoyé un certain nombre de ses proches – notamment ceux qui sont eux-mêmes issus des rangs de la droite – pour “draguer” les élus locaux des Républicains. *“Mettez votre énergie à reconstruire le pays plutôt que votre parti”,* a ainsi lancé Sébastien Lecornu, le ministre chargé des Collectivités territoriales, dans les colonnes du *Journal du Dimanche*. Et de poursuivre : *“La plus grande preuve de clarté, pour ces maires de droite, c'est de quitter LR, ce que je les appelle à faire.”*

Au-delà de l'échéance des municipales, c'est le parti dans son ensemble qu'il faut désormais rebâtir sur les décombres. Pour cela, les ténors de LR sont confrontés à une double problématique : une question programmatique tout d'abord, la ligne conservatrice adoptée par Laurent Wauquiez ayant

manifestement contribué à réduire le socle des Républicains. *“Il faut se souvenir qu’en 2017 encore, malgré tous les ennuis de François Fillon, LR avait fait 20 % aux élections présidentielles”*, ajoute Roland Cayrol.

Question du leadership

Le parti de la droite doit donc démontrer qu’il demeure un espace politique pour lui, entre un parti majoritaire qui partage assez largement ses options libérales en matière économique, et un Rassemblement national qui a très largement préempté les thématiques liées aux frontières, et à la lutte contre l’immigration. *“Il ne faut cependant pas surinterpréter le résultat des européennes”*, analyse de son côté Jean-Daniel Lévy, directeur du département politique et opinion d’Harris Interactive. *“Tout le champ politique ne se réduit pas à un affrontement binaire, et il y a largement la place pour un parti de droite traditionnelle, au moins au-delà des 10 % des voix.”*

Mais si la question du programme est dans tous les discours, c’est bien la question du leadership qui, en réalité, occupe tous les esprits. *“En réalité, c’est cela le principal problème des Républicains”*, poursuit Roland Cayrol. *“Ils n’ont pas de personnalité qui ait suffisamment de charisme et de sens politique pour faire cohabiter harmonieusement les différents courants qui la composent.”* Dans l’immédiat, c’est l’ancien ministre chargé des Affaires européennes, Jean Léonetti, qui est appelé à assurer l’intérim. Une élection par les militants devrait ensuite se tenir au cours du mois de juillet, suivant des modalités à définir. Déjà, un certain nombre de ténors se préparent pour cette échéance. Parmi les noms qui reviennent le plus fréquemment : celui de Valérie Pécresse, la patronne de la région Ile-de-France, celui de Xavier Bertrand, celui des Hauts-de-France, ou encore celui du chiraquien François Baroin. Le patron du Sénat, Gérard Larcher, pourrait bien, lui, jouer les arbitres.

La déroute du SPD fait souffler un vent de tempête sur la coalition

Nathalie Steiwer
Correspondante à Berlin

La démission de la présidente du Parti social-démocrate (SPD), Andrea Nahles, fait de nouveau tanguer le gouvernement allemand pendant que les deux partis de coalition se cherchent une nouvelle ligne politique. Les dernières apparitions d’Andrea Nahles, mâchoire serrée, regard amer, après la défaite cuisante de son parti aux élections européennes, laissaient pressentir son état d’esprit. Ses mots aussi, fustigeant les attaques contre elle en coulisses plutôt qu’au grand jour. À peine plus d’un an après son arrivée à la tête d’un SPD dans la tourmente, elle a finalement jeté l’éponge en annonçant dimanche qu’elle démissionne de la présidence du parti et du groupe parlementaire. *“Salut camarade, j’ai compris”*, traduit un caricaturiste allemand en la représentant avec une dizaine de couteaux plantés dans le dos.

Celle qui devait renover le parti après la défaite des législatives de septembre 2017 n’aura réussi ni à convaincre les électeurs, ni à rassembler un parti profondément divisé. *“Andrea Nahles a réalisé qu’elle fait partie du problème et non de la solution pour sortir de la crise. Elle en a maintenant tiré les conséquences”*, constate Uwe Jun, professeur de sciences politiques à l’université de Trèves.

Un triumvirat provisoire au chevet du SPD

Un triumvirat a pris lundi les rênes du parti en attendant un congrès national, sans doute en septembre après de prochaines élections régionales dans l’est de l’Allemagne. Ces trois pompiers de la dernière heure,

Malu Dreyer, Manuela Schwesig, qui dirigent les Länder de Rhénanie-Palatinat et du Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, ainsi que Thorsten Schäfer-Gümbel, membre de la direction du SPD, ont déjà annoncé qu’ils n’étaient pas candidats à la succession d’Andrea Nahles. Pour l’heure, personne ne s’est encore porté volontaire pour ce que la presse allemande présente comme “le pire des jobs” : donner un nouvel élan à un parti centenaire qui n’a convaincu que 15,8 % des électeurs lors des récentes élections européennes et 20,5 % aux législatives de 2017.

La coalition entre le SPD et l’union chrétienne-démocrate

de la CDU et CSU dirigée par Angela Merkel rentre donc dans une nouvelle phase de tempête. Très silencieuse après les élections européennes, la chancelière est montée au créneau dimanche. *“Nous allons poursuivre cette grande coalition, car les sujets que nous avons à régler ne manquent pas, qu’il s’agisse des réformes dans notre pays, de l’avenir de l’Europe ou de la situation dans le monde”*, a assuré Angela Merkel.

Pourtant, en se maintenant dans le carcan de la coalition, le SPD a tout à perdre. Déjà, c’est à Angela Merkel qu’on attribue les rares succès SPD au gouvernement : l’université américaine d’Harvard vient de l’honorer notamment pour avoir instauré le salaire minimum, une loi portée par Andrea Nahles lorsqu’elle était ministre de la précédente coalition. La meilleure stratégie pour le SPD serait de *“trouver un nouvel élan à l’exté-*

rieur du gouvernement dans un rôle d'opposition", estime Wolfgang Merkel (sans lien de parenté avec la chancelière), politologue au Centre des sciences sociales de Berlin (WZB). Il est temps selon lui que le parti retrouve "une crédibilité et des idées sur la meilleure manière de devenir un parti moderne".

Le SPD a tout à perdre à rester dans la coalition, mais la CDU d'Angela Merkel veut éviter des élections anticipées à hauts risques.

La relève politique des grands partis n'est pas prête

Formé pour éviter l'instabilité des années 1930, le système politique allemand freine la dissolution des gouvernements. Des élections anticipées s'annonceraient aussi à haut risque pour les partis au gouvernement. Selon les derniers sondages, la CDU ne devancerait que de peu les Verts, avec respectivement 27,4 % et 21 % des intentions de vote en cas de nouvelles législatives. Le SPD continuerait sa chute avec 15 % des intentions de vote.

Les partis manquent également cruellement de leaders pour reprendre le flambeau après Angela Merkel. Il est encore trop tôt pour Annegret Kramp-Karrenbauer, élue à la tête de la CDU en décembre. Ses récentes sorties sur la régulation de la liberté de parole sur Internet, après les attaques d'un youtubeur contre la CDU, n'ont rien fait pour arranger son image de conservatrice bon teint. Andrea Nahles est partie de son côté panser ses plaies hors du monde politique. Elle compte abandonner son mandat de députée, elle, la fille de maçon entrée au SPD à l'adolescence pour en sortir la rage au cœur à la veille de ses 50 ans.

Alexis Tsipras est dans les cordes

Angélique Kourounis
Correspondante à Athènes

Pour le Premier ministre Alexis Tsipras (Syriza/gauche), l'échec des dernières élections est une claqué électorale personnelle, la première de sa carrière placée jusqu'à présent sous le signe de l'ascension.

Pourtant, un mois avant les élections, il avait ouvert la corne d'abondance. Augmentation du Smic, des retraites, baisse des impôts, de la TVA, subventions tous azimuts... peine perdue. Les Grecs l'ont lourdement sanctionné, notamment la classe moyenne, laminée par la crise et exclue de ses récentes largesses.

Le discours du Premier ministre qui affirme: "maintenant nous sommes sortis de la crise, c'est le moment de récolter les fruits de nos efforts", n'a pas convaincu grand monde et surtout pas les électeurs de gauche qui, à près de 60 %, se sont abstenus. "Qui a donné les ports et aéroports? Qui a intégré les lois des mémorandum d'austérité dans la loi nationale? Qui a cassé la gauche?" fulmine Odysseas Boudouris. Ce chirurgien et ex-député indépendant avait fait campagne avec le Syriza, y compris en septembre 2015, après ce qui est désigné comme "la trahison" de Tsipras, à savoir la mise de côté du résultat du référendum de juillet 2015 où plus de 61 % des Grecs avaient voté pour l'arrêt de l'austérité. Devant le danger de l'expulsion du pays de l'eurozone, Alexis Tsi-

pras avait préféré signer pour un 4^e mémorandum d'austérité encore plus dur que les précédents, punitif et vécu comme une humiliation

nationale. "Il disait que c'était un repli tactique, qu'il avait une stratégie. Avec le recul, je constate qu'il n'y avait aucune stratégie", renchérit Odysseas, qui a refusé d'aller voter. "Tsipras c'est Samaras (ancien ministre conservateur, NdlR), l'espoir en moins. Si les conservateurs l'emportent, au moins les gens redescendront dans la rue."

À l'époque, le climat envers Tsipras était tout aussi hostile. L'aile gauche du Syriza avait claqué la porte. Pourtant, Alexis Tsipras a précipité – à mi-mandat – les législatives et les a remportées haut la main. C'était un véritable coup de poker réussi. Aujourd'hui, il remet le couvert.

Coup de poker et va-tout politique

Cette fois-ci, il ne mise pas sur la désintégration des conservateurs qui en quatre ans d'opposition se sont restructurés, mais sur cette abstention des électeurs de gauche aux récentes élections. Les conservateurs y ont fait le plein des voix: plus de 65 % des voix à la mairie d'Athènes, 11 des 13 régions remportées, idem pour la plupart des mairies, sans parler de quelque 34 % de voix en leur faveur aux européennes, "du jamais-vu", selon l'analyste politi-

"La dynamique est clairement en faveur des conservateurs."
Dimitris Psaras
Journaliste grec.

que Ilias Nikolakopoulos.

Tsipras joue un nouveau coup de poker et analyse que la droite a atteint son maximum et qu'elle ne pourra plus progresser. À gauche, le Premier ministre doit rassembler et convaincre son électorat, désabusé, de reprendre le chemin des bureaux de vote. Il espère donc que ses électeurs, redoutant un retour en force du néolibéralisme défendu par Kiriakos Mitsotakis, chef de l'opposition conservatrice, se remobiliseront. *"Nous avons perdu une bataille mais pas la guerre"*, a déclaré Tsipras à l'annonce des résultats des municipales, dimanche soir. Et d'ajouter : *"Il reste à remporter la mère de toutes les batailles et on peut le faire."*

Les médias grecs sont sceptiques. *"La dynamique est clairement en faveur des conservateurs. Remonter la pente va être difficile. Trop d'erreurs ont été faites"*, lâche le journaliste Dimitris Psaras.

Mobiliser contre la famille ?

Depuis ce lundi, Alexis Tsipras brandit le spectre du retour de la droite "revancharde" et met en garde contre *"la mainmise de LA famille sur le pays"*. Celle de son rival Kiriakos Mitsotakis, futur Premier ministre selon les sondages, oncle du nouveau maire d'Athènes, lui-même fils de député conservateur, petit-fils de Premier ministre et dont la mère a été la première femme maire d'Athènes en 2004. Un maire dont les premières paroles ont été pour *"remercier sa formidable sœur"* qui a mené campagne pour lui.

Mais plus Alexis Tsipras radicalise sa campagne, plus les conservateurs font profil bas et parlent de tout sauf de leur programme. Une radicalisation du débat politique que lui reproche une bonne partie des médias.

La social-démocratie s'accroche en Espagne et au Portugal

UE Ces pays sont dirigés par une gauche traditionnelle qui continue à profiter d'une embellie.

Entretien Maria Udrescu

Dans bien des pays de l'Union, les élections européennes ont confirmé la défiance des citoyens à l'égard des partis traditionnels. Dans ce contexte, l'Espagne et le Portugal sont souvent cités comme des laboratoires d'une social-démocratie qui a su prendre le pouls de la société et s'accrocher au pouvoir. Au Portugal, à quelques mois des législatives d'octobre, les socialistes – qui gouvernent grâce à une alliance avec l'extrême gauche – ont emporté le scrutin européen avec 33,4 % des voix, alors que la droite obtient le pire score de son histoire. Épargnée par la poussée eurosceptique, l'Espagne est le seul grand pays de l'UE où les socialistes (PSOE) sont arrivés en tête des européennes, confortant l'ambition de leur leader Pedro Sanchez de renouveler son mandat de Premier ministre.

Fabien Escalona, docteur en science politique de l'université Grenoble-Alpes, précise

cependant qu'*"on ne peut pas parler de recette miracle ou de renaissance"* de la social-démocratie dans ces pays. *"Le champ politique n'a pas été restauré, il n'est pas redevenu le même qu'avant la crise économique de 2008 et la social-démocratie n'a pas retrouvé la puissance qui était la sienne avant 2008."*

Cela fait des années que la social-démocratie est mal en point. À quand remonte ce déclin ?

Il y a un premier temps de déclin, à partir de la fin des années 1970. Cela touche essentiellement la branche la plus ancienne de la social-démocratie, dans les pays du nord et de l'ouest de l'Europe. Les partis sociaux-démocrates y entament un processus de déclin électoral modeste mais très régulier jusqu'aux années 2000 – déclin qui touche tous les grands partis de gouvernement, même de droite. Ce premier temps de déclin est un peu masqué parce que durant ces décennies, vous avez, dans le sud et l'est de l'Europe, des pays (Espagne, Grèce...) qui font leur transition démocratique et où émergent des social-démocra-

ties. Mais il y a un avant/après la crise économique. Après 2008, la tendance au déclin de toutes les branches de la social-démocratie, y compris dans le sud et l'est de l'Europe, s'accélère.

Est-ce là que s'est forgée cette idée que la gauche traditionnelle n'est plus de gauche ?

Ce procès a été fait depuis toujours, des scissions de l'aile gauche remontent à 1914. Le procès de complaisance avec le néolibéralisme

est instruit notamment dans les années 1990, avec l'émergence du mouvement altermondialiste. Sauf que la crise de 2008 pulvérise le récit néolibéral qui veut que même si ce système provoque des injustices, il reproduit une prospérité qui finit par ruisseler sur tout le monde. Elle pulvérise aussi le récit des sociaux-démocrates qui s'étaient largement accommodés des nouvelles règles du jeu de la mondialisation telle qu'elle s'est accomplie dans les dernières décennies. Ça a frappé un cœur de l'électorat social-démocrate, les classes moyennes instruites, notamment leurs enfants, qui ont été les premiers à décrocher électoralement, en Espagne, en France, en Grèce.

Plus de la moitié des gouvernements de l'UE étaient dominés par les socialistes en 2000. Aujourd'hui, l'Espagne et le Portugal sont cités comme exceptions. Pourquoi ?

Il faut souligner que ce qui reste rare, ce sont les effondrements. Même si les social-démocraties sont très affaiblies, beaucoup de partis restent très compétitifs pour le pouvoir. Les socialistes portugais et espagnols ne se sont pas effondrés, ils ont pu résister suffisamment. Ils étaient assez implantés dans la société avec une image auprès de l'électorat âgé encore assez bonne, associée à la transition démocratique relativement récente. Ils avaient déjà une faculté de rebondir – contrairement au cas français. Mais leur rebond est modeste. Certes, ils sont au pouvoir, mais par exemple le score du PSOE des dernières législatives correspond à celui de 2011. À l'époque, ce score avait été interprété comme une dé-

faite monumentale pour un parti qui côtoyait les 40 % des voix voire plus. Aujourd'hui, Pedro Sanchez et le PSOE ont su se positionner dans un champ politique marqué par la question catalane, saisir le moment et réaliser un score suffisant pour rester au pouvoir.

Quid du Portugal ?

Là, les sociaux-démocrates avaient déjà connu un recul assez modeste. Ils ont pu s'allier avec la gauche radicale pour mener une politique d'assouplissement de l'austérité. Ils en ont été récompensés par les électeurs. Donc s'il y a une recette miracle, c'est de faire une politique de gauche, si on caricature un peu. Ces cas sont difficilement reproductibles. En Espagne, la question catalane a beaucoup joué, au Portugal il y avait la possibilité de forger une alliance avec la gauche radicale. Mais s'il y a quelque chose à retenir, c'est que ces partis n'ont pas été pénalisés du fait qu'ils répondaient à certaines attentes populaires liées à un relâchement de l'austérité, à des mesures sociales qui profitaient aux chômeurs, aux retraités, aux salariés. Il y a une sorte de retour vers le cœur de la social-démocratie. Ça peut être un signal qu'une social-démocratie qui revient vers sa gauche peut en tirer des bénéfices.

“Une social-démocratie qui revient vers sa gauche peut en tirer des bénéfices.”

Fabien Escalona

Docteur en science politique
de l'université Grenoble-Alpes,
spécialiste
de la social-démocratie.